

Isabelle Hardy  
Liminaire Conseil Municipal extraordinaire 8 février 2019

Ce conseil municipal exceptionnel nous renvoie à la situation de crise malheureusement exceptionnelle, grave et profonde que nous connaissons depuis de longues semaines et dont on ne sait quelle en sera l'issue. La crise que nous vivons, n'est pas un épisode social parmi d'autres.

Cette crise est le résultat de politiques, certaines anciennes mais exacerbées par la politique du gouvernement actuel. Les « gilets jaunes », qui sont toujours soutenus par 64% des français, attendent une véritable écoute et une politique ambitieuse pour une réelle transition écologique, sociale et démocratique.

Nous vivons une crise démocratique, face à un mouvement qui ne reconnaît pas, et je vous rejoins sur ce point, la représentation qu'elle qu'elle soit. Celle des élus, des syndicats, des corps intermédiaires, bref la démocratie représentative. Alors bien sûr les attentes en matière de démocratie participative sont parfaitement légitimes et je fais partie de celles et ceux qui appellent de leur vœu une 6<sup>ème</sup> République, pour notamment en finir avec un régime présidentiel tout puissant dont on connaît les dérives et redonner une vraie responsabilité aux parlementaires. Il faut en finir aussi avec la démocratie de façade, avec l'ambiguïté de la fausse proximité qui cache le manque total d'écoute, de co-construction et de concertation.

Mais à notre niveau, et c'est là que nous avons, notamment, des divergences nous avons la responsabilité, dans le cadre de la démocratie représentative que vous défendez, d'engager un vrai débat et de proposer des solutions concrètes qui correspondent aux attentes des toulousaines et des toulousains.

Nous vous l'avons demandé lors du dernier conseil municipal et vous l'avez refusé, je vous ai écrit pour réitérer notre demande et ouvrir ce débat aujourd'hui, c'est bien dommage d'être contraints de déposer des vœux pour se faire entendre alors que nous avons le temps et les moyens de faire différemment. Parce que nous sommes bien d'accord, un liminaire n'est pas un débat mais un monologue. Mais finalement cela reflète votre vision de la démocratie notamment locale, vous êtes encore et toujours dans la communication et non dans la concertation...aujourd'hui les toulousains et toulousaines commencent à rendre compte. Si je prends un exemple en matière d'urbanisme, l'exemple de la dérive de « Dessine-moi Toulouse » est flagrant : vous organisez un appel à manifestation d'intérêt, vous faites croire aux associations que tout se fera dans la transparence et la concertation, et, alors que plusieurs candidats ont planché sur le projet de Compans, vous

changez en cours de route de façon autocratique la procédure pour l'attribuer à TBS. Nous aurons l'occasion d'en reparler.

Sur le fond, malgré l'organisation du Grand débat, qui tourne au one man show, dont on peut avoir des doutes sur l'impartialité de la restitution des contributions, ce qui nous inquiète est la volonté affirmée d'abandonner progressivement la puissance publique qui est la casse annoncée des services publics. Avec en plus la culpabilisation des citoyens en leur demandant quels services publics ils souhaitent abandonner...la santé ? l'éducation ? la sécurité ? Les conséquences de l'abandon progressif et insidieux de la puissance publique sont déjà là : privatisation (et on le voit dans la politique municipale avec la privatisation de l'eau et de l'assainissement, la privatisation de l'aéroport, le dogme du privé et la ville donnée aux promoteurs, ...). Abandonner la puissance publique c'est la casse des services publics, la fragilisation des personnes les plus démunies et précarisation de toute une tranche de population, la classe moyenne, celle qui aujourd'hui a aussi du mal à boucler ses fins de mois, voire à se loger.

Et pourtant des leviers, nous en aurions... il suffirait de remettre en cause la suppression de l'ISF, de faire une chasse sans pitié à la fraude fiscale, de revoir le CICE qui bénéficie à des entreprises qui n'en n'ont pas besoin et dont on sait qu'en contrepartie ils ne créent pas d'emploi...

Et malgré le cri d'alarme des scientifiques relayé par des millions de citoyens signataires de la pétition pour l'affaire du siècle, malgré des dizaines de millions de femmes et d'hommes jetés sur les routes de l'exil par la pauvreté et le dérèglement climatique, malgré le cri de désespoir et la colère qui monte partout face à l'accaparement de la richesse par une minorité puissante d'entreprises et de banques qui investissent en très grande partie dans les énergies carbonisées, les réponses ne sont pas à la hauteur des enjeux climatiques.

Les revendications des personnes qui respirent l'air le plus pollué à proximité des grands axes routiers, celles qui vivent dans des passoires énergétiques, celles dont la santé est menacée, celles qui mangent peu et mal, celles des Français, mais aussi des toulousaines et toulousains les plus modestes. Car les inégalités environnementales sont liées aux inégalités sociales.

Cette crise nous l'avons déjà dit est celle de celles et ceux qui souffrent, des travailleurs pauvres, des personnes qui n'ont plus d'espoir.

Et je regrette que vous mettiez en exergue les violences et les casseurs, que vous alimentiez par la même le réflexe de la peur... Attention, il n'est pas dans

mes propos de les cautionner et nous les avons toujours condamnés avec force, mais cela ne doit pas occulter les revendications légitimes.

Si les salaires sont trop bas, si les entreprises licencient, si la souffrance au travail augmente, si les services publics désertent tous les territoires, si l'hôpital public est en souffrance, si l'éducation ne parvient plus à enrayer les inégalités sociales, c'est en raison du choix d'une politique de libéralisme qui concentre les richesses entre les mains d'une toute petite minorité plutôt que de servir l'intérêt général.

Et vous Monsieur le Maire vous avez fait également fait ce choix.

Nous en débattons après les délibérations mais nous devons prendre nos responsabilités, nous avons des réponses et des propositions (vous qui nous reprochez d'être toujours dans la critique et jamais dans la construction) ...nous avons des propositions locales qui font écho aux revendications nationales.

Et je reviendrai bien sûr lors de la délibération visant à soutenir les commerçants et artisans sur la problématique spécifique de ces hommes et ces femmes, de ces entreprises qui participent à l'attractivité de la ville, à son développement économique et à son lien social.

Mais nous devons, à Toulouse, plus que jamais, être mobilisés autour d'un projet et des actions concrètes à la fois écologiques, sociales, et résolument démocratiques.